

EXPRESSION FRANÇAISE

Durée : 4 heures

L'usage d'abaques, de tables, de calculatrice et de tout instrument électronique susceptible de permettre au candidat d'accéder à des données et de les traiter par les moyens autres que ceux fournis dans le sujet est interdit.

Chaque candidat est responsable de la vérification de son sujet d'épreuve : pagination et impression de chaque page. Ce contrôle doit être fait en début d'épreuve. En cas de doute, il doit alerter au plus tôt le surveillant qui vérifiera et, éventuellement, remplacera le sujet.

Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1 à 4.

Si, au cours de l'épreuve, un candidat repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il le signale sur sa copie et poursuit sa composition en expliquant les raisons des initiatives qu'il a été amené à prendre.

- 1) **Résumez le texte** de François Dubet en 300 mots avec une tolérance de plus ou moins 10 %. Indiquez, à la fin de votre résumé, le nombre de mots utilisés.
- 2) **Essai** : Partagez-vous le point de vue de l'auteur lorsqu'il affirme : « La politique est pourtant la seule manière de transformer l'indignation en force sociale. Sans cela, le populisme s'installe. » ?

Il serait absurde d'expliquer toute la vie politique par les inégalités sociales et l'expérience des inégalités. Mais on doit s'interroger sur l'offre politique et sur la vie intellectuelle qui peuvent relayer cette expérience ; on doit construire des récits s'efforçant de mobiliser les individus, afin de leur expliquer ce qui leur arrive et d'ouvrir l'horizon d'un monde plus juste. Quelles sont les formes collectives de la colère et du ressentiment ?

« Indignez-vous ! » écrivait Stéphane Hessel en 2010. Un million d'exemplaires vendus, des traductions dans toutes les langues. Des mouvements d'indignation contre les inégalités sociales et les politiques d'austérité aux États-Unis, en Espagne, en France. Nous vivons le temps des indignations.

L'indignation est une émotion positive. Elle est l'un des ressorts essentiels des mobilisations ; chacun de nous est indigné, le sera ou l'a été, par des injustices insupportables, par les inégalités obscènes, par la manière dont sont traités les réfugiés, par la violence des États, par la destruction de la nature. À présent comme hier, l'indignation est l'ingrédient de base des protestations, des mouvements sociaux et des soulèvements moraux. Nous sommes indignés parce que nous sommes solidaires, touchés par des souffrances qui nous concernent sans nous affecter personnellement.

Il ne convient donc pas de condamner l'indignation comme telle, mais de s'interroger sur les relations entre l'indignation et l'action. Toute la question est de savoir si les indignations se transforment en programmes d'action, en programmes politiques, en stratégies susceptibles d'agir sur les problèmes qui ont suscité l'indignation. Dans le cas contraire, l'indignation tourne à vide ; elle devient une colère sans objet, une posture parfois, une énergie qui s'épuise sans influencer sur les causes de l'indignation.

La question n'est pas nouvelle. Max Weber l'avait formulée dans l'opposition entre l'« éthique de conviction » et l'« éthique de responsabilité ». Avec la première, on ne rend de comptes qu'à ses principes et à ses convictions. Avec la seconde, on entre dans l'action et on se sent responsable des conséquences de cette action ; l'action juste n'est pas la plus pure, mais la plus efficace et celle qui provoque le moins de dégâts collatéraux. Avec l'éthique de responsabilité, on accepte d'agir dans des conditions imposées, dans le monde tel qu'il est. C'est ce qu'on appelle la politique : il faut que l'indignation engendre un programme politique, un mouvement syndical, une organisation, un ensemble de pratiques individuelles et collectives capables de transformer, même timidement, la vie sociale.

Sans insinuer le moindre soupçon à l'égard de la sincérité des indignations soulevées par les inégalités sociales, on peut avoir le sentiment que, sans relais politiques, associatifs et syndicaux, l'indignation fonctionne comme un exutoire, un lynchage : « tous nuls, tous pourris ! »¹ Alors que l'action politique exige la prudence, la compétence et une conscience des aspects « tragiques » de la politique (puisqu'on ne peut pas gagner sur tous les tableaux, vendre à l'étranger et ne pas acheter, baisser le prix des matières premières et lutter contre le réchauffement climatique), l'indignation postule que le peuple est toujours meilleur que ses représentants.

Sans offre politique rationnelle, on peut s'indigner de tout et de son contraire : de la hausse des impôts et de l'affaiblissement des services publics et de l'État-providence, des inégalités scolaires et de la mise en cause des filières sélectives et des classes européennes pour ses propres enfants, de l'absence de mixité sociale et de la promiscuité dans les transports en commun, des embouteillages urbains et des restrictions à la circulation, de la présence policière et de l'insécurité. À terme, on s'indignera des inégalités sociales et de l'affaiblissement des hiérarchies traditionnelles.

La tendance à l'indignation tous azimuts procède sans doute de la distance croissante entre les passions et les intérêts, entre les valeurs sociales et les marchés, mais elle est surtout alimentée par la faiblesse de l'offre politique. La démocratie des publics nous éloigne des « partis programmes », c'est-à-dire des partis tenus de construire des programmes cohérents et réalistes. « Nos rêves ne peuvent entrer dans vos urnes », disaient les *Indignados* espagnols. On aboutit à une radicalité révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, sans révolution, sans partis révolutionnaires ni forces révolutionnaires. On est d'autant plus indigné que l'action semble impossible et, dans ce cas, l'indignation exonère de toute responsabilité.

1. D. Innerarity, *Le Temps de l'indignation*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2018.

Sans programme politique, l'indignation risque de souder l'alliance du néolibéralisme et de la démocratie radicale sur les ruines des partis politiques et des syndicats. Il ne reste qu'un face-à-face entre une technocratie libérale, arc-boutée sur la gestion des contraintes et l'éthique de responsabilité (« nous sommes sérieux, raisonnables et compétents, car le monde l'impose à nous »), et les colères indignées qui refusent de se compromettre et de se refroidir dans la construction d'alternatives politiques.

Comment passer des *Indignados*, nés de la crise de 2008, au parti Podemos ? De l'indignation à la force politique ? Aujourd'hui, Podemos s'y essaie, au risque de devenir un parti comme les autres, avec ses tendances, ses querelles de chefs, ses désaccords sur la Catalogne et sur l'Europe, ses alliances avec les partis traditionnels. De la même façon que l'on parlait de la routinisation du charisme, passage du prophétisme à la religion instituée, on assiste à la routinisation de l'indignation. **La politique est pourtant la seule manière de transformer l'indignation en force sociale. Sans cela, le populisme s'installe.**

La famille des populismes est si vaste qu'elle compte dans ses rangs les populistes russes du XIX^e siècle, les partis fascistes des années 1930, les gouvernements latino-américains de Juan Perón, Lázaro Cárdenas, Getúlio Vargas, puis ceux de Rafael Correa, Evo Morales et Hugo Chávez. Aujourd'hui, il existe des populismes de gauche et des populismes de droite dans toute l'Europe, dans les pays où le chômage est faible comme dans ceux où il est élevé, dans l'Angleterre libérale du Brexit comme dans la Suède social-démocrate. Mais, comme la notion de populisme s'est imposée, faisons avec, pour désigner un style politique assez nettement identifiable, en dépit de tout ce qui distingue les différents partis et mouvements populistes.

Qu'est-ce que le « peuple » ? Le peuple des populismes est le peuple des travailleurs, pas seulement la classe ouvrière, mais aussi les employés, les fonctionnaires, les paysans, les artisans, les petits patrons, les commerçants. C'est le « peuple » du Parti communiste et celui de Pierre Poujade². C'est le peuple qui travaille, le peuple des « petits » qui doit être protégé de la rapacité des « gros », des multinationales, des hauts fonctionnaires, de tous ceux qui se « gavent ». Au sein de ce peuple de travailleurs, les inégalités apparaissent comme secondaires.

Le peuple populiste est aussi la nation, toujours menacée, toujours trahie. Pour les populistes de droite, c'est la nation des racines, du sang et de la tradition, la nation « envahie » par les immigrés et les réfugiés. Pour les populistes de gauche, la nation est plus ouverte, mais elle est aussi menacée par la mondialisation, par l'Europe, par l'Allemagne (pour le peuple français), par l'Amérique (pour la plupart des pays) et par le monde entier (pour les Américains). À chacun ses ennemis !

Enfin le peuple populiste est le peuple souverain. Le peuple toujours trahi par les élites, ignoré par la représentation politique, trompé par les médias au service des puissants, le peuple ignoré et méprisé. C'est le peuple d'une démocratie radicale, le peuple hostile au « jeu démocratique » des compromis et des notables, le peuple qui veut un État fort. De droite ou de gauche, le peuple des populistes est l'expression directe de l'économie morale de ceux qui se sentent dépossédés et divisés par la multiplication des inégalités. C'est le peuple du travail, de l'ordre et de la nation, le peuple qui surmonterait enfin l'individualisme et l'atomisation des intérêts.

Généralement, l'unité du peuple s'incarne dans un chef au style viril et autoritaire. Le leader est le peuple, il en comprend les frustrations et les souffrances, les sentiments profonds et les colères. Le leader populiste n'est pas défini par ses origines. Il peut être très riche, comme Donald Trump ou Marine Le Pen. Il peut être un parlementaire expérimenté, comme Jean-Luc Mélenchon ou Boris Johnson. Il peut être à la fois le pouvoir et le peuple, comme Viktor Orbán ou Beata Szydło. Il peut venir des médias, comme Beppe Grillo, ou des groupuscules d'extrême droite, comme Matteo Salvini. Peu importe ses origines : le leader populiste doit transformer l'indignation en ressentiment, parce qu'il a la capacité de désigner les adversaires et les ennemis.

2. Pierre Poujade : homme politique et responsable syndical français. Il a donné son nom au poujadisme, mouvement qui, entre 1953 et 1958, réclamera la défense des commerçants et artisans et condamnera l'inefficacité du régime parlementaire durant la IV^e République.

L'unité des leaders populistes, c'est leur style politique : l'indignation et la dénonciation. Comme les partis populistes sont des « banques de la colère³ », le leader populiste est toujours indigné, toujours en colère. On ne sait jamais vraiment s'il s'agit d'un trait de personnalité ou d'un rôle politique. Sans doute les deux.

La combinaison émotionnelle de l'appel au peuple et l'indignation procède d'une profonde rationalité politique. Il suffit de lire les œuvres d'Ernesto Laclau ou de Chantal Mouffe pour s'en convaincre^{4,5}. La conception libérale de la démocratie repose sur la représentation, la délibération, le compromis, l'autonomie du droit. Au contraire, pour les populistes, quelle que soit la majorité politique, ce système prive le peuple de son pouvoir et assure la domination de l'oligarchie, l'ensemble de ceux qui dirigent l'économie, les médias, les institutions.

Dès lors, l'essence de la démocratie est agonistique⁶. Elle devient le conflit irréductible entre le peuple et l'oligarchie. La distinction entre la vie politique et la vie sociale est la première forme de domination. Dans cette perspective schmittienne⁷, où la paix n'est que la suspension de la guerre, l'indignation et la haine sont les ressorts de toute la vie politique, c'est-à-dire de la constitution du peuple comme sujet. [...] Nous ne sommes plus dans le modèle de l'avant-garde guidée par une conception de l'histoire et de la lutte des classes, mais dans un registre émotionnel dont l'indignation est le ressort essentiel. « Votez avec votre ventre, pas avec votre cerveau ! » disait Beppe Grillo.

Il faut donc mobiliser les passions, y compris les plus sombres, et personnaliser le conflit contre l'oligarchie qui se cache derrière le droit, les institutions politiques, les médias, l'indépendance de la culture et de la science, afin que le peuple se constitue contre son adversaire. « On vous ment et on vous trompe. » Les gens sont « envoûtés » par l'oligarchie. L'indignation devient un ressort politique essentiel qu'il faut entretenir.

[...]

Le populisme européen est un « populisme liquide⁸ ». Il peut être étatiste ou ultralibéral, socialiste ou révolutionnaire, protectionniste ou favorable au libre-échange, raciste ou opposé « seulement » aux puissances étrangères. Le populisme est un style davantage qu'une politique. En définitive, il s'accommode à toutes les politiques et il ne promet rien. En Italie, l'alliance entre l'extrême droite et le M5S⁹ promet à la fois une diminution des impôts et le revenu universel. À la fin, il peut être nationaliste et libéral, protectionniste et hostile au droit du travail ; il peut en appeler aux pauvres tout en favorisant les riches.

Si l'appel au peuple surmonte la balkanisation des inégalités sociales, s'il dépasse les « petites » inégalités et les multiples revendications de reconnaissance, il ne dit pas (et ne peut pas dire) ce qu'il en sera fait une fois le pouvoir conquis. En construisant le peuple contre l'oligarchie, l'indignation populiste ne se saisit pas du problème des inégalités qui traversent le peuple et chacun d'entre nous. Pire, elle les efface : une fois écartés les 1 % les plus riches, il ne reste qu'un « peuple » supposé homogène, même si les inégalités de revenus y sont de 1 à 4 (et beaucoup plus, si l'on ajoute les inégalités de patrimoine et toutes les inégalités multiples).

François Dubet, *Le Temps des passions tristes*, La République des idées, Seuil, 2019, p. 89-95

FIN DU SUJET

3. P. Sloterdijk, *Colère et temps*, Paris, Libella-Maren Sell, 2007.

4. E. Laclau, *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008.

5. C. Mouffe, *L'Illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

6. *Agonistique* : relatif à la lutte.

7. Ch. P. David, O. Schmitt, *La Guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Presses Sciences Po, 2013.

8. R. Lioger, « Populisme liquide dans les démocraties occidentales », in B. Badie, D. Vidal (dir.), *Le Retour des populismes*, Paris, La Découverte, 2018, p. 39-48.

9. M5S : mouvement politique italien, dit des « 5 étoiles », fondé par Beppe Grillo.